

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 mars 2023
(Convocation du 20 février 2023)

Aujourd'hui, le 08 mars 2023 à 10h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice	
• Nombre	54
• Voix	323
Présents	
• Nombre	41
• Voix	230
Pouvoirs	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	41
• Voix	230
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Jean-Marc Lescloute, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Jean Arriubergé, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latri, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Commande publique - Ressource en eau - Choix du mode de gestion pour le renouvellement des contrats d'exploitation des réservoirs de l'Institution Adour - introduction d'outils de meilleure gestion

Exposé des motifs :

Le rapport détaillé sur le mode de gestion du service public - principe de choix du mode concessif pour la gestion d'ouvrages à vocation de soutien d'étiage et réalimentation de l'Adour et de ses affluents, et introduction d'outils de meilleure gestion des stocks est joint en annexe.

L'Institution Adour est propriétaire de 22 retenues dédiées au soutien des étiages sur l'Adour et ses affluents, auxquels il convient de rajouter cinq autres ouvrages dont la gestion est assurée par le syndicat mixte et dont les volumes d'eau contribuent à la réalimentation du bassin.

L'ensemble de ces ouvrages représentent 80 millions de mètres cubes (Mm³) d'eau destinés à soutenir le milieu et les activités économiques au cours des périodes d'étiage.

Les ouvrages propriétés de l'Institution Adour sont actuellement gérés en délégation de service public (hors réservoir de La Barne en prestation de service sur l'Adour amont) par la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) et répartis sur l'ensemble du territoire des quatre départements membres.

La plupart de ces ouvrages voient leurs contrats de concession/délégation de service public arriver à échéance au 31 décembre 2023 : concession de construction-exploitation pour le bassin de l'Arros (1993-2023), délégation de service public pour les 2 réservoirs du Bouès aval (2014-2023) et concession de service public pour l'exploitation des réservoirs des sous-bassins Adour et affluents rive gauche, Midour et Douze (2019-2023).

La note annexée présente les récapitulatifs des éléments financiers de ces contrats sur une vingtaine d'années.

Il convient donc d'envisager et choisir le mode de gestion pour assurer l'exploitation des réservoirs et ouvrages annexes pour les sous-bassins Arros, Bouès, Adour landais et affluents rive gauche (Louet, Bahus, Gabas, Luys, Louts) et Midour-Douze, à compter du 1^{er} janvier 2024.

Vu le contrat en date du 16 mars 1993, par lequel l'Institution Adour a confié à la CACG sous forme d'un contrat de concession d'aménagement, la construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et ses ouvrages annexes pour la réalimentation de l'Arros et de l'Estéous amont ; ce contrat ayant été conclu pour une durée de trente ans à compter de sa date d'effet, avec une échéance fixée au 15 mars 2023, prorogé par avenant jusqu'au 31 décembre 2023, dans l'objectif d'englober ce sous-bassin dans la mise en concurrence et les négociations à intervenir sur les autres sous-bassins,

Vu le contrat en date du 26 novembre 2013, par lequel l'Institution Adour a confié à la CACG sous forme d'un contrat de délégation de service public, l'entretien et l'exploitation des réservoirs du Tillac et Cassagnaou et leurs ouvrages annexes pour la réalimentation du Bouès aval ; ce contrat ayant été conclu pour une durée de 10 ans à compter de sa date d'effet, avec une échéance fixée au 31 décembre 2023, dans l'objectif d'englober ce sous-bassin dans la mise en concurrence et les négociations à intervenir sur les autres sous-bassins.

Vu le contrat en date du 26 avril 2019, , par lequel l'Institution Adour a confié à la CACG, sous forme d'un contrat de « concession » (de type affermage = délégation) de service public, la gestion et l'exploitation de 20 retenues de réalimentation, et leurs ouvrages annexes, sur les sous-bassins du Louet (réservoir du Louet), de l'Adour moyen (réservoirs du Brousseau + gestion des eaux de la retenue de Latrille), du Lourden, Renung, et Fargues), du Bahus (réservoir de Miramont), du Gabas (réservoirs du Gabas et Coudures, + gestion des eaux de la retenue du Gabassot), du Louts (réservoir d'Hagetmau), des Luys (réservoirs du Balaing et de l'Ayguelongue + gestion des eaux de la retenue de l'Aubin), de la Douze (réservoirs de Saint-Jean, Tailluret, Bougnères et Cavaré), , et du Midour (réservoirs de Maribot, Bourges, Lapeyrie, Charros et Arthez) ; ce contrat ayant été conclu pour une durée de cinq ans à compter de sa date d'effet, avec une échéance fixée au 31 décembre 2023.

Considérant la date d'échéance commune de ces contrats et la volonté politique de l'Institution Adour de les regrouper en un seul contrat d'exploitation pour d'une part contenir les coûts à l'utilisateur en bénéficiant d'économies d'échelles par la mutualisation des moyens, et d'autre part



poursuivre l'harmonisation progressive des redevances sur les sous-bassins réalimentés du territoire de l'Adour,

Considérant la nécessité de poursuivre l'amélioration de la gestion débitométrique concertée pour optimiser la gestion des stocks au bénéfice de tous les usages en fin de période d'étiage,

Considérant l'avis favorable de la commission de délégation de service public réunie le 16 février 2023,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après avis favorable de la commission de délégation de service public et des commissions finances et travaux,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de retenir le mode concessif (type affermage) pour l'exploitation des ouvrages de réalimentation des neuf sous-bassins : Arros, Bouès, Adour moyen, Bahus, Gabas, Louts, Midour et Douze à partir du 1^{er} janvier 2024, sous la forme d'un seul contrat de concession de service public, qui permettra une économie d'échelle sur les coûts et une mutualisation partielle des redevances,
- d'acter le principe de faire équiper en compteurs communicants tous les points de prélèvements sur les axes réalimentés par le futur concessionnaire, qui les amortira sous forme de location sur la durée de fonctionnement, location qui impliquera la maintenance technique et remplacement si besoin,
- de porter la durée de la prochaine concession à 10 ans, soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2033, pour couvrir la période moyenne d'amortissement technique des nouveaux compteurs installés en n, n+1, et n+2, pour en assurer la continuité de la maintenance et l'amortissement financier,
- d'autoriser le président à lancer la consultation DSP, à procéder à la sélection du ou des candidats et à procéder aux négociations conduisant au projet de contrat qui sera soumis à l'assemblée délibérante.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 08 mars 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Rapport sur le mode de gestion du service public : Principe de choix du mode concessif pour la gestion d'ouvrages à vocation de soutien d'étiage et réalimentation de l'Adour et de ses affluents Introduction d'outils de meilleure gestion des stocks

Contexte

L'Institution Adour (IA) est propriétaire de 22 retenues dédiées au soutien des étiages sur l'Adour et ses affluents, auxquels il convient de rajouter cinq autres ouvrages dont la gestion est assurée par le syndicat mixte et dont les volumes d'eau contribuent à la réalimentation du bassin.

L'ensemble de ces ouvrages représentent 80 millions de mètres cubes (Mm³) d'eau destinés à soutenir le milieu et les activités économiques au cours des périodes d'étiage.

Les ouvrages propriétés de l'IA sont actuellement gérés en délégation de service public (hors réservoir de La Barne en prestation de service sur l'Adour amont) par la Compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) et répartis sur l'ensemble du territoire des quatre départements membres.

La plupart de ces ouvrages voient leurs contrats de concession/délégation de service public arriver à échéance au 31 décembre 2023 : concession de construction-exploitation pour le bassin de l'Arros (1993-2023), délégation de service public pour les 2 réservoirs du Bouès aval (2014-2023) et concession de service public pour l'exploitation des réservoirs des sous bassins Adour et affluents rive gauche, Midour et Douze (2019-2023).

Il convient donc d'envisager et choisir le mode de gestion pour assurer l'exploitation des réservoirs et ouvrages annexes pour les sous-bassins Arros, Bouès, Adour landais et affluents rive gauche (Louet, Bahus, Gabas, Luys, Louts) et Midour-Douze, à compter du 1^{er} janvier 2024.

Il est à noter que l'exploitation des réservoirs de réalimentation de l'Adour en amont d'Aire (Lac Bleu, Gréziolles, La Barne) est assurée dans le cadre d'un contrat de prestation de service triennal 2021-2023. La gestion de ces ouvrages ne peut être rattachée à l'ensemble des autres car relevant du dossier « Gestion globale et concertée de la ressource sur l'Adour et ses affluents en amont d'Aire sur l'Adour » dont les arrêtés interpréfectoraux portant déclaration d'intérêt général (DIG) et déclaration d'utilité publique (DUP) arrivent à échéance au 24 janvier 2024, après prorogation d'une première période de 5 ans (2014-2019). L'établissement du nouveau cadre réglementaire - « nouvelle DIG » - a été retardé et complexifié par les discussions autour du renouvellement du contrat pluriannuel de Gréziolles, dans le cadre de l'application stricte souhaitée par EDF (imposée par l'Etat concédant) du modèle de partage des charges pour le fonctionnement des retenues hydroélectriques dont une partie du volume est mobilisée pour le soutien des étiages. D'après les premières propositions d'EDF (2020), cette application aurait conduit à une majoration de l'ordre de 250% de la redevance DIG Adour amont ; les dernières discussions (2021) ramenaient la majoration à un doublement de la redevance.

Compte tenu de ces éléments et des distorsions des charges réelles à partager selon les territoires réalimentés par des retenues hydroélectriques sur le bassin Adour-Garonne, le président de l'Institution Adour a appelé à l'introduction, dans le cadre des réflexions et travaux autour d'un nouveau modèle socio-économique de soutien d'étiage sur le bassin Adour-Garonne, d'un schéma de mutualisation des charges permettant de « lisser » les plus fortes augmentations.



Conventions de concession ou délégation de service public

Trois sous bassins actuellement gérés en concession ou délégation de service public.

Sous bassin de l'Arros et de l'Estéous

Par contrat en date du 16 mars 1993, l'INSTITUTION ADOUR a confié à la CACG sous forme d'un contrat de concession d'aménagement, la construction, l'entretien et l'exploitation du réservoir de l'Arrêt-Darré et ses ouvrages annexes.

Ce contrat a été conclu pour une durée de trente ans à compter de sa date d'effet, avec une échéance fixée au 15 mars 2023, prorogé par avenant jusqu'au 31 décembre 2023, dans l'objectif d'englober ce sous bassin dans la mise en concurrence et les négociations à intervenir sur les autres sous bassins.

Sous bassin du Bouès

Par contrat en date du 26 novembre 2013, l'INSTITUTION ADOUR a confié à la CACG sous forme d'un contrat de délégation de service public, l'entretien et l'exploitation des réservoirs du Tillac et Cassagnaou et leurs ouvrages annexes.

Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter de sa date d'effet, avec une échéance fixée au 31 décembre 2023, dans l'objectif d'englober ce sous bassin dans la mise en concurrence et les négociations à intervenir sur les autres sous bassins.

Sous-bassins Adour moyen et affluents rive gauche (Louet, Gabas, Bahus, Luys, Louts) et Midour-Douze regroupés en 2019

Par contrat en date du 26/04/2019, l'INSTITUTION ADOUR a confié à la CACG, sous forme d'un contrat de « concession » (de type affermage = délégation) de service public, la gestion et l'exploitation de 20 retenues de réalimentation, et leurs ouvrages annexes, sur les sous-bassins :

- du Louet : réservoir du Louet
- de l'Adour moyen : Brousseau (+ gestion des eaux de la retenue de Latrille), Lourden, Renung, Fargues
- du Bahus : Miramont
- du Gabas : Gabas et Coudures (+ gestion des eaux de la retenue du Gabassot)
- du Louts : Hagetmau
- des Luys : Ayguelongue (+ gestion des eaux de la retenue de l'Aubin) et Balaing
- de la Douze : Saint Jean, Tailluret, Bougnères et Cavaré
- du Midour : Maribot, Bourgès, Lapeyrie, Charros et Arthez.

Ce contrat a été conclu pour une durée de cinq ans à compter de sa date d'effet, avec une échéance fixée au 31 décembre 2023.

Bilans financiers :

Les tableaux ci-dessous synthétisent les historiques des recettes d'affermages et des sommes versées à la CACG en rapport avec les DSP:



Recettes de reversion					
	Ac 1	Solde	Total		
2002	175 816,75 €		175 816,75 €		
2003	170 000,00 €		170 000,00 €		
2004	225 020,28 €		225 020,28 €		
2005	272 260,60 €		272 260,60 €		
2006	175 000,00 €	23 165,98 €	198 165,98 €		
2007	221 075,11 €		221 075,11 €		
2008	295 788,11 €		295 788,11 €		
2009	316 005,56 €	53 854,93 €	369 860,49 €		
2010	328 054,99 €		328 054,99 €		
2011	322 903,22 €		322 903,22 €		
2012	391 208,98 €	8 632,12 €	399 841,10 €		
2013	355 618,41 €	27 559,92 €	383 178,33 €		
2014	301 224,42 €	3 802,02 €	305 026,44 €		
2015	318 057,70 €	30 541,63 €	348 599,33 €		
2016	306 445,54 €	71 948,19 €	378 393,73 €		
2017	318 074,63 €	4 291,50 €	322 366,13 €		
2018	274 622,00 €		274 622,00 €		
CSP Adour, Midour Douze				Bouès	Arros-Estéous
	Part fixe *	Complément	Total		
2019	255 341,00 €	37 970,00 €	293 311,00 €	795,00 €	0,00 €
2020	258 405,00 €	116 416,00 €	374 821,00 €	836,00 €	0,00 €
2021	262 491,00 €	37 295,00 €	299 786,00 €	861,00 €	0,00 €
2022	279 087,71 €	141 242,03 €	420 329,74 €	860,60 €	0,00 €
* dont actualisation indice					

	Sommes payées (€ TTC) à la CACG en rapport avec les DSP			
	Arret -Darré	Participation à la gestion et l'entretien de l'Ouvrage de l' Aubin (convention du 26/03/1999 avenant du 12/06/2007)	Participation à la gestion et l'entretien du réservoir du Gabassot (convention du 23/07/1997 avenant du 04/03/2006)	Redevance de compensation d'obligation de service public DSP Tillac-Cassagnaou
2002	16 083,37 €			
2003	16 083,37 €			
2004	16 083,37 €			
2005	16 083,37 €		19 590,48 €	
2006	16 083,37 €		30 549,52 €	
2007	à partir de 2007 prelevé sur recettes d'affermage	30 656,92 €	31 443,80 €	
2008		31 643,53 €	32 713,09 €	
2009		32 654,20 €	33 376,58 €	
2010		32 654,20 €	33 578,51 €	
2011		33 977,69 €	35 251,67 €	
2012		35 180,87 €	36 434,42 €	
2013		35 638,07 €	37 011,37 €	
2014		35 998,70 €	37 279,87 €	30 035,85 €
2015		35 612,40 €	36 816,77 €	30 138,71 €
2016		35 564,11 €	36 758,88 €	34 427,26 €
2017		36 457,44 €	26 853,66 €	35 129,26 €
2018		36 988,61 €	19 264,70 €	35 421,76 €
	contribution non reconduite dans nouveau contrat de CSP			
		37 761,22 €	20 550,41 €	36 357,76 €
2019		38 147,52 €	21 492,94 €	33 070,29 €
2020		38 364,82 €	20 971,51 €	34 047,49 €
2021		39 499,58 €	8442,24 € (5 mois) **	36 850,50 €
2022				
			** avenant en cours de finalisation avec ASA pour facturation 2° semestre par CACG	



Détails de la réversion de la CSP Adour et affluents rive gauche, Midour-douze

CSP Adour et affluents rive gauche, Midour et Douze 2019 à 2022 : DECOMPOSITION DE LA REVERSION								
	Part fixe contractuelle	coeff. d'actualisation	Actualisation	Part fixe actualisée	Part proportionnelle 1	Part proportionnelle 2	Dépassement	Total
2019	255 341,00 €	1,000	0,00 €	255 341,00 €	34 882,49 €		2 552,38 €	292 776 €
2020		1,012	3 064,00 €	258 405,00 €	25 604,65 €	64 350,34 €	26 461,64 €	374 822 €
2021		1,028	7 150,00 €	262 491,00 €	19 311,74 €	17 768,87 €	213,91 €	299 786 €
2022		1,093	23 746,71 €	279 087,71 €	24 131,84 €	84 531,57 €	32 578,62 €	420 330 €
	dont Bassin Moyen Adour, Luys, Louts, Gabas et Lèes							
	Part fixe actualisée	Part proportionnelle 1	Part proportionnelle 2	Dépassement	Total			
2019	205 759,16 €	28 265,69 €		2 552,38 €	236 577,23 €			
2020	209 061,20 €	22 363,24 €	53 841,63 €	12 965,61 €	298 231,68 €			
2021	212 570,52 €	16 598,43 €	13 303,67 €	119,89 €	242 592,51 €			
2022	226 053,39 €	20 934,19 €	77 142,32 €	25 038,83 €	349 168,73 €			
	dont Bassin Midour Douze							
	Part fixe actualisée	Part proportionnelle 1	Part proportionnelle 2	Dépassement	Total			
2019	49 581,84 €	6 616,80 €		0,00 €	56 198,64 €			
2020	49 343,80 €	3 241,41 €	10 508,71 €	13 496,03 €	76 589,95 €			
2021	49 920,48 €	2 713,31 €	4 465,20 €	94,02 €	57 193,01 €			
2022	53 034,32 €	3 197,65 €	7 389,25 €	7 539,79 €	71 161,01 €			



Renouvellement des contrats à partir du 1^{er} janvier 2024

1/ Proposition de reconduction du mode de gestion concessif

La question du mode de gestion des ouvrages de soutien d'étiage et de réalimentation se pose d'autant plus que le parc de l'Institution Adour est important et que le nombre d'opérateurs susceptibles d'en assurer la gestion est limité.

Ainsi, il est légitime de s'interroger sur la possibilité d'assurer en régie la gestion technique des ouvrages, dans le prolongement de la gestion déléguée concertée et du pilotage partenarial de la réalimentation de l'Adour et de ses affluents telle que réalisée pendant la période d'étiage par les agents du service ressource de l'Institution Adour.

En l'état actuel, cette hypothèse ne s'avère pas suffisamment mûre à divers égards. Tout d'abord, elle nécessiterait des renforts humains importants pour assurer le suivi et la sécurité des ouvrages en lieu et place du délégataire y compris en combinant cette solution avec des contrats de prestations de services.

Par ailleurs, même si le contrôle et suivi de la gestion du délégataire a été renforcé dans les contrats actuels (CSP Adour et Midour-Douze) afin d'améliorer le coût du mode concessif, il convient de prendre en compte que le risque financier de gestion (maintenance des équipements et recouvrement des redevances) est assumé par le titulaire du contrat.

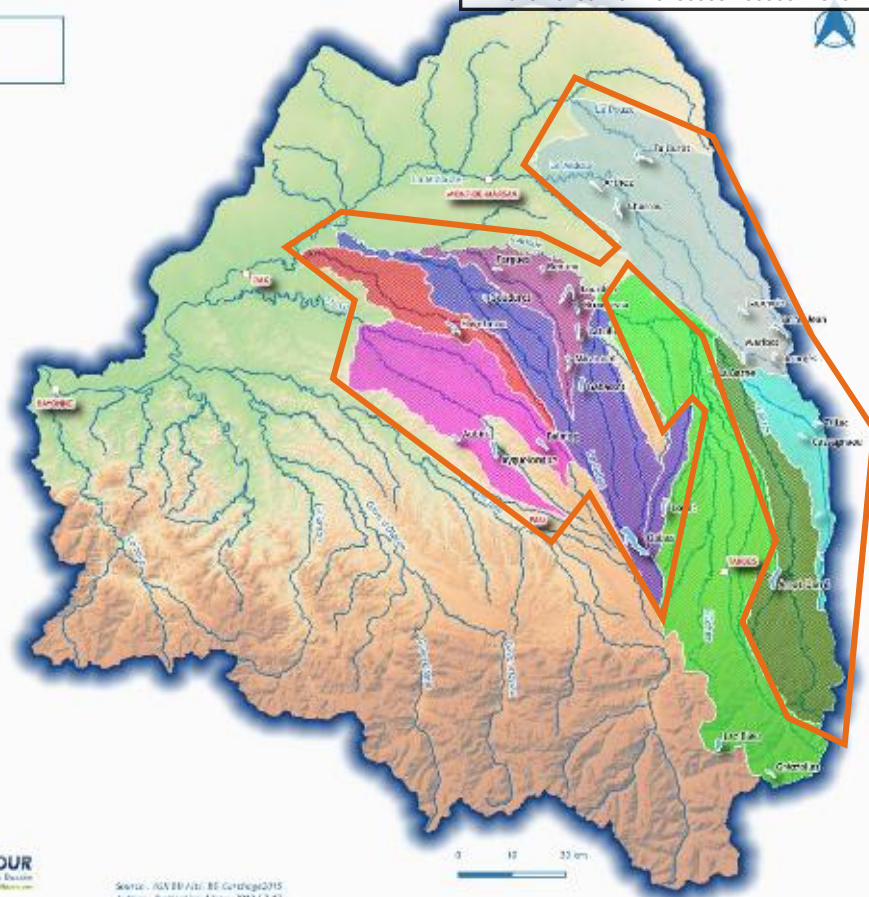
Enfin sur un plan économique, cette solution ne pourrait s'avérer intéressante en termes de tarif pour les préleveurs qu'à une échelle d'intervention plus importante (supra bassin de l'Adour) afin d'optimiser une mutualisation des moyens et outils de gestion à mettre en œuvre dans l'objectif du maintien de la qualité du service.

Il est donc proposé de reconduire le mode de gestion concessif (de type affermage) en regroupant la gestion de l'ensemble des sous-bassins (hors Adour amont) dans un seul contrat, dans l'objectif de poursuivre la mutualisation des moyens et l'harmonisation progressive des redevances sur les sous-bassins réalimentés du territoire de l'Adour.

Réservoirs de l'Institution Adour

Commission de gestion des étiages

- Adour amont
- Adour médian
- Arros
- Bouès
- Gabas - Lées - Louet
- Louts
- Luis
- Midour - Douze

OBSERVATOIRE
DE L'EAUINSTITUTION ADOUR
Gestionnaire Public Territorial de l'Eau
Château-Peyrou - 65100 - Lannepoul - 05 62 00 00 00Source : IGN BD ALU, BE Géoportail 2015
Autour : Institut Adour, 2019, S.P. 13

Périmètre proposé pour le futur contrat

2/ Choix politique de systématiser les outils de bonne gestion et d'équité des prélèvements :

Par ailleurs, compte tenu de l'évolution du contexte hydroclimatique avec des tensions de plus en plus fréquentes et fortes sur la ressource en eau en été, il convient de déployer des outils permettant une amélioration de la gestion des réalimentations pour prolonger les capacités de soutien d'étiage, par la connaissance anticipée des besoins et la connaissance instantanée de la pression de prélèvements (piste d'actions retenues dans les programmes d'actions des projets de territoires pour la gestion de l'eau - PTGE).

Sur la base des approches de concertation menées depuis 2017 sur les sous-bassins Midour (32, 40) et Bahu (40) dans le cadre d'appels à projets « Economie d'eau en agriculture », dans lesquels des outils tels que les compteurs communicants ont été proposés, il en ressort une acceptabilité modérée de ces outils. Cependant, suite à la sécheresse 2022 et des derniers échanges fin 2022 en commission de gestion, ce schéma de meilleure gestion reposant en partie sur l'équipement en compteurs communicants serait accepté par une moitié des préleveurs : il est donc proposé de mettre en œuvre le projet tel que présenté à l'Agence de l'eau dans le cadre de l'appel à projets « Economies d'eau en agriculture », en imposant l'équipement systématique des points de prélèvements du Bahu et du Midour gersois (acceptabilité plus grande sur ce territoire car les compteurs actuels sont déjà en location et le manque d'eau récurrent) pour bénéficier des 70% de financement de l'Agence de l'eau, soit environ 133 compteurs (33 pour Bahu + 100 pour Midour gersois).

Pour les autres territoires réalimentés, il est proposé que l'EPTB gestionnaire du soutien d'étiage soit plus proactif, en équipant l'ensemble des points de prélèvements contractualisés (bénéficiant d'une réalimentation) de compteurs communicants dans le cadre du prochain contrat.

Il pourrait être demandé au concessionnaire de déployer les compteurs (hors Arros et Bouès déjà équipés) sur 3 ans, en assumant les coûts de fourniture et pose, et en les amortissant auprès des usagers sous forme de location sur une durée de 9 ans (conformément à l'article 4 de « l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau » qui fixe les obligations du comptage et prévoit une vérification des dispositifs de comptage tous les 7 ans, ou le renouvellement tous les 9 ans).

Cet équipement d'environ 750 à 800 compteurs (Cf tableau ci-dessous, déduction faite de ceux qui seraient installés sur Bahus et Midour32, soit 130, et en intégrant la vingtaine à installer sur le Midour aval dans le cadre des futurs stockages*) représente un coût d'investissement estimatif très conséquent de l'ordre de 675.000 €ht (750 x 900 € avec pose) ; ainsi il est proposé de prolonger la durée de la concession et de la porter à 10 ans pour couvrir la période moyenne d'amortissement technique des nouveaux compteurs installés en n, n+1, et n+2, durée calée sur le délai réglementaire de remplacement des compteurs correspondant au temps de fonctionnement moyen des compteurs. Le futur concessionnaire aura aussi la responsabilité du suivi et maintenance de ce parc de compteurs sur leur durée de fonctionnement.

* Remplacement des compteurs des points de prélèvements autorisés sur le Midou aval non réalimenté à ce jour, et qui seront contractualisés dans le cadre de la gestion globale du Midour qui sera effective avec la mise en service des ouvrages complémentaires pour sécurisation de la ressource tels que validés dans le PTGE Midour (objectif 2027) : cela représente environ 25 compteurs.

Nombre de conventions et de compteurs par axe réalimenté IA					
sous-bassin	axe	nombre contrats		nombre compteurs	
		2021	2022	2021	2022
Douze	Douze amont (St Jean)	52			
	Douze aval (Tailluret)	24			
Midou	Midou amont (dont Riberette)	100			
	Midou aval	31			
sous-total Midour-Douze		207		233	
Adour médian	Brousseau	10		21	
	Lourden	14		19	
	Renung	7		5	
	Fargues	4		6	
	Adour	144		174	
Louet	Louet	37		58	
Bahus	Bahus	26		33	
Gabas	Gabas, Leès	219		236	
Louts	Louts	71		81	
Luys	Luy Béarn	56		75	
	Luy France	47		37	
sous-total CSP Adour et affluents rive gauche		635	0	745	0
sous-total CSP Adour et affluents - Midour-Douze		842	0	978	0
Pour mémoire, bassins déjà équipés de compteurs communicants sous forme de location					
sous-bassin	axe	nombre contrats		nombre compteurs	
		2021	2022	2021	2022
Arros-Estéous	Arros et Estéous	258		335	
Bouès	Bouès	94		104	
	dont Bouès aval (Tillac et Cassagnaou)				



En introduisant cette obligation dans la prochaine DSP, ces compteurs pourraient être imposés aux préleveurs, sous peine de ne pas renouveler leur contrat. En effet, conformément aux clauses de l'article 2.4 des conventions actuelles de restitution (contrat entre usager préleveur et la CACG délégataire), la convention peut être résiliée par le gestionnaire (IA ou CACG) que dans les cas suivants : refus ou de retrait de l'autorisation administrative de prélèvement, non-paiement des redevances après mise en demeure restée sans effet, fraude dûment constatée ou de non-respect des règles d'usage de l'eau et des installations, non-respect des obligations contractuelles, en cas de modification de la DSP.

En s'appuyant sur ce dernier item, et pour appuyer cette volonté politique de déploiement des compteurs communicants, il pourra être inscrit des prescriptions fortes dans les prochaines conventions d'accepter l'installation de ces compteurs, et de déclarer par anticipation ses intentions de prélèvements (démarrage, augmentation, baisse, arrêt des prélèvements) en utilisant les outils mis à disposition depuis plusieurs années (SMS et/ou application pour smartphone).

La non-utilisation de ces outils pourrait, après rappel(s) (1ou 2) entraîner une réduction des volumes attribués et donc contractualisés (10%/20%... ?) l'année suivante, qui emporterait de facto une réduction de l'autorisation administrative.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, dans un souci d'économie d'échelle et dans le cadre de la restructuration plus globale - voulue en 2018 - en 2 ou 3 grands sous bassins (2 ou 3 contrats à terme) au-delà de 2023, il est proposé de regrouper les contrats précités arrivant à échéance fin 2023, en un seul contrat comportant les quatre sous bassins :

- l'Arros
- le Bouès
- le Midour et la Douze
- l'Adour moyen et ses affluents rive gauche, du Louet au Luys.

Ainsi, ce contrat permettra une économie d'échelle et de tendre vers une mutualisation des charges et une harmonisation partielle des niveaux de redevances entre les 4 sous-bassins pré-cités.

Sur les parties réalimentées du bassin de l'Adour, seuls les ouvrages de réalimentation et de gestion du territoire en amont d'Aire sur l'Adour (Lac Bleu, La Barne, pompage dans la gravière de Vic en Bigorre, prises d'eau et stations de mesures hydrométriques et piézométriques) seront gérés en prestation de service pour une période intermédiaire, dans l'attente du calage des modalités de récupération des couts, en lien avec l'élaboration de la « nouvelle DIG ».

Pour toutes ces raisons, il est proposé :

- **d'acter le principe de renouvellement de la concession (type affermage) de service public** pour les neuf sous bassins : Arros, Bouès, Adour moyen, Bahus, Gabas, Louts, Midour et Douze à partir du 1er janvier 2024 ;
- **d'acter le principe d'un seul contrat de concession**, qui permettra une économie d'échelle sur les coûts et une mutualisation partielle des redevances dans l'attente d'une mutualisation plus poussée lors du prochain renouvellement, intégrant les modalités issues des travaux sur le nouveau modèle socio-économique de soutien d'étiage devant intégrer la participation des autres usagers ;
- **d'acter le principe de faire équiper en compteurs communicants tous les points de prélèvements** sur les axes réalimentés par le futur concessionnaire, qui les amortira sous forme de location sur la durée de fonctionnement, location qui impliquera la maintenance technique et remplacement si besoin ;
- **de porter la durée de la prochaine concession à 10 ans, soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2033**, pour couvrir la période moyenne d'amortissement technique des nouveaux compteurs installés en n, n+1, et n+2, pour en assurer la continuité de la maintenance et l'amortissement financier ;
- **de m'autoriser à lancer la consultation DSP, à procéder à la sélection du ou des candidats et à procéder aux négociations conduisant au projet de contrat qui sera soumis à l'assemblée délibérante.**